

# éditoriaux & opinions

## EN BREF

### LES INÉGALITÉS EN FRANCE À LA LOUPE

Se fondant sur le travail de l'Observatoire des inégalités, « Alternatives économiques » présente un panorama des grandes inégalités qui séparent les milieux sociaux, les générations, les territoires, mais aussi les genres ou l'origine ethnique. Revenus, mais aussi emploi, école, santé ou encore accès à la consommation, plusieurs champs majeurs des inégalités y sont décortiqués. On comprend vite, à travers ces différentes études sous la signature de nos meilleurs chercheurs, que la France est très loin de la devise républicaine où l'égalité triomphe. Il en ressort que la France est un pays où les moyennes ne révèlent rien, car c'est en haut de l'échelle des revenus qu'ils progressent le plus vite, que ce sont les mieux formés qui profitent de la formation professionnelle et que l'augmentation du nombre d'emplois masque la multiplication par trois, en vingt ans, des statuts précaires, etc. Ces inégalités pourraient être supportables si une dynamique de forte croissance de l'économie française contribuait à les réduire. Mais avec la crise, il apparaît que les maux frappent plus durement les plus faibles — à commencer par les jeunes — contribuant à les accroître un peu plus. Si le diagnostic est intéressant, on peut regretter que les solutions ne s'arrêtent qu'aux leviers de la redistribution et du pouvoir donné aux salariés, sans même évoquer la question de la création de richesses, laquelle est, en principe, le levier d'enrichissement du plus grand nombre et la condition pour pouvoir faire de la redistribution. **V.S.**

« *Les Inégalités en France* », éditions Alternatives Économiques Poche, 162 pages, 9,50 euros.



### CONFIDENCES DE MINISTRES



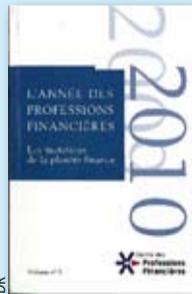
Christine Lagarde ou Frédéric Mitterrand répugnent à déjeuner avec des journalistes politiques. En revanche, Brice Hortefeux le fait volontiers, lorsqu'il s'agit de faire passer un message présidentiel. Michèle Alliot-Marie se met à table pour défendre son action. Roselyne Bachelot, Éric Woerth, Patrick Devedjian ou Christian Estrosi se prêtent facilement à l'exercice. Deux journalistes politiques ont donc eu la bonne idée de raconter leur déjeuner

« off » avec une vingtaine de membres du gouvernement. On ne trouvera pas de révélations fracassantes ni de piques à l'égard de tel ou tel membre du gouvernement. Mais ces déjeuners sont l'occasion de dresser une jolie galerie de portrait de ministres et de les écouter expliquer comment ils ont géré certains dossiers délicats. **P.C.**

« *Déjeuners avec des ministres sous pression* », Anne Rovan et Nathalie Segauines, Albin Michel, 315 pages, 19 euros.

### LES MUTATIONS DE LA PLANÈTE FINANCE

Publié chaque année depuis 2006 par le Centre des professions financières, cet ouvrage collectif accueille dans son cru 2010 des contributions des principaux acteurs de la place de Paris. Les « mutations de la planète finance » y sont passées au crible, au moment où commencent à se mettre en place les décisions du G20. Daniel Deguen décrit en préface les progrès réalisés dans l'amélioration de la supervision financière, aux États-Unis comme en Europe, et pointe les nouveaux débats à venir : comment supprimer l'aléa moral qui pousse les acteurs majeurs à compter abusivement sur le soutien des États ; comment éliminer les conflits d'intérêt au sein de la banque universelle ; comment donner aux superviseurs les moyens de connaître la situation réelle d'établissements financiers devenus si complexes qu'ils peinent eux-mêmes à mettre en place des systèmes d'informations intégrés ? **Ph. Ma.**



## FRIEDMAN, MARX, WEBER...

# Capitalisme, libéralisme et démocratie

Réédition de « *Capitalisme et Liberté* », l'un des ouvrages les plus importants de l'économiste Milton Friedman, père de la révolution monétariste. La pensée de Marx, revisitée par le sociologue Edgar Morin. Et le petit livre surprenant de Max Weber sur « *la Bourse* ». Trois ouvrages de penseurs disparus et pourtant si actuels...

La crise a fait revenir les keynésiens sur le devant de la scène. Le chef économiste du FMI, Olivier Blanchard, ne vient-il pas de publier un « papier » sur la sortie de crise, appelant les gouvernements à ne pas désarmer trop vite leurs relances budgétaires et les banques centrales à envisager, certes temporairement, un objectif d'inflation plus élevé (4 % au lieu de 2 %) ? À tous ceux qui ont vu dans la crise la fin de la domination des monétaristes, on ne peut donc que conseiller la lecture (ou la relecture) de « *Capitalisme et liberté* », de Milton Friedman, réédité ce mois-ci en français. Qu'on partage ou non les idées de Milton Friedman, décédé en 2006, il s'agit sans nul doute de l'un des ouvrages majeurs de la pensée économique moderne. Écrit en 1962, en réaction à la dérive interventionniste de l'État fédéral américain, ce petit livre

offre une approche accessible des idées de celui qui fondera l'école de Chicago.

Friedman a obtenu son prix Nobel en 1976 pour ses travaux sur la crise de 1929, dans lesquels il a cherché à démontrer la responsabilité des gouvernants de l'époque dans la transformation d'une crise cyclique en crise majeure, à cause d'erreurs de politique monétaire. Son analyse, totalement nouvelle, du lien entre inflation et chômage et du rôle des anticipations d'inflation, en a fait le père de ce qui deviendra la « révolution monétariste », avec Reagan et Thatcher, appliquée en France avec Bérégovoy et Trichet sous le vocable de « politique du franc fort ».

Friedman a aussi introduit des innovations majeures, qu'il s'agisse de la théorie du revenu permanent dans l'examen des processus de consommation et d'épargne ou bien du concept de « capital humain ». Mais c'est surtout le philosophe social et politique que l'on redécouvre à la lecture de

« *Capitalisme et Liberté* ». Pour lui, « la liberté économique est une composante de la liberté au sens large et est indispensable comme

moyen d'obtenir la liberté politique ». Une position qui le fera assimiler aux libéraux, défenseurs du marché, pas forcément très à la mode aujourd'hui. Pourtant, il est loin de correspondre à la caricature ultralibérale qu'en font certains. C'est plus un économiste classique pour qui l'État est indispensable pour « définir et faire appliquer les règles du jeu ». D'ailleurs, c'est bien dans les défaillances de l'État régulateur américain et le laxisme du président de la Fed, Alan Greenspan, que se trouvent les sources de la crise actuelle.

Keynésiens dans la crise, les économistes restent donc encore dans leur grande majorité des « friedmaniens ». Même si certains sont tentés par une solution inflationniste à l'hyperendettement, la BCE continue de professer l'orthodoxie monétaire et budgétaire. Le monde est toujours monétariste, au moins en pensée, sinon en acte.

PHILIPPE MABILLE

« *Capitalisme et Liberté* », Milton Friedman, éditions Leduc, 316 pages, 15,90 euros.

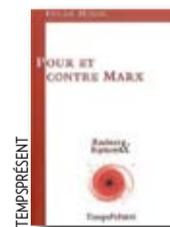


## LECTURES

L'ACTUALITÉ DES IDÉES ET DES CONCEPTS

## Redécouvrir Marx sous le marxisme

Considéé comme le dernier penseur français, Edgar Morin promène dans ce petit recueil de textes réédités un regard d'anthropologue sur le marxisme à la lumière de la crise actuelle, « globale » ou plutôt « complexe ». Il invite à revisiter la pensée de ce « géant » dont la bible, « *le Capital* », est devenue à la faveur de la contestation des dérives du capitalisme financier l'une des meilleures ventes de sciences humaines. Pour Edgar Morin, Marx a été victime d'héritiers qui ont transformé sa méthode critique et son analyse prophétique en systèmes totalitaires et dogmatiques. Caricaturée et réduite à néant par la faillite du « communisme réellement existant », la pensée révolutionnaire de Marx fascine toujours les intellectuels à l'heure où le « libéralisme réellement existant » se déploie sur le monde et le plonge dans une crise écologique, financière, politique et éthique. Il faut donc redécouvrir Marx sous les décombres des marxismes. Hier, « le socialisme était le remède aux maux de l'humanité. Aujourd'hui qu'un prétendu socialisme a fait pire que le capitalisme dans l'oppression des prolétaires, nous savons que les régimes politiques ne sont pas équivalents et que mieux vaut un régime démocratique avec capitalisme qu'un régime totalitaire sans capitalisme », écrivait-il en 1993 dans « *Le Monde* ». Dans la préface, le philosophe juge ce propos toujours actuel, mais que le marxisme reste une méthode, originale, de penser l'Histoire face aux défis d'un monde de bientôt 9 milliards d'habitants. **Ph. Ma.**



« *Pour et contre Marx* », par Edgar Morin, éditions Temps Présent, 120 pages, 14 euros.

## La Bourse passée au crible de Weber

Avant d'acquérir la célébrité en publiant « *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* » et « *le Savant et le politique* », devenus des classiques des sciences sociales, le sociologue et économiste allemand Max Weber (1864-1920) s'était penché sérieusement sur l'étude et l'observation de l'organisation des marchés. L'ouvrage qui en a résulté, sobrement intitulé « *la Bourse* », a paru en 1896. Traduit en français aujourd'hui, ce qui frappe d'emblée est l'actualité du propos. Traçant la généalogie de l'apparition des Bourses des valeurs et de commerce, Weber montre combien ces institutions s'inscrivent dans le développement historique de l'organisation économique et sociale à travers la planète, avec la place prépondérante prise par l'entreprise, et les modes d'investissement utilisés pour sa croissance, par exemple l'actionnariat. En passant, l'étude permet de battre en brèche bien des poncifs et clichés critiques à l'égard de la Bourse, avec le rôle joué notamment par les lettres de changes, ancêtres des produits dérivés. L'analyse des divers acteurs — industriels, artisans, négociants, courtiers — ainsi que des liens étroits qu'entretient la Bourse avec le monde économique en général est menée avec un rare talent didactique. Paradoxalement, ce petit ouvrage vieux de plus d'un siècle se révèle être une des meilleures introductions actuelles pour comprendre les raisons et le fonctionnement de la Bourse en général. **ROBERT JULES**

« *La Bourse* », par Max Weber, éditions Allia, 147 pages, 6,10 euros.



## PRÉCISIONS ET CORRECTIONS

La photo accompagnant l'article paru dans « *La Tribune* » du 18 mars consacré à l'émission obligatoire du laboratoire allemand

Merck KGaA représentait en fait Merck & Co. son ancienne filiale américaine devenue indépendante en 1917.